

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{ème} ANNEE — N° 129

Du 12 juin au 25 juin 1972

LE NUMERO :

0,80 F

NIXON-BREJNEV «Rivaux», les U.S.A. et l'U.R.S.S. ne sont pas «ennemis»

Que signifie la conclusion d'une série d'accords entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. trois semaines seulement après l'instauration d'un blocus d'approvisionnement du Nord-Vietnam par les Américains, mesure de toute évidence dirigée contre l'U.R.S.S. ? A cette question, Nixon a apporté lui-même une réponse limpide qu'aucun Soviétique n'a contestée, et pour cause : les deux Super-Grands du monde sont rivaux, mais ils ne sont pas ennemis.

Transcrite du langage de la diplomatie au langage de classe, cette affirmation signifie une seule chose : les intérêts nationaux et impériaux des deux Etats monstres s'opposent, mais leurs régimes sociaux ne sont nullement antagonistes, comme le sont la bourgeoisie et le prolétariat, le capitalisme et le socialisme. La preuve en est que l'un des deux peut bien répandre à profusion le sang de l' "allié" de l'autre et à plus forte raison exploiter non seulement son propre prolétariat, mais celui de tous les pays où il place son capital, sans que ce dernier renonce à une « entente profitable » avec lui et surtout sans qu'il cesse de présenter cette entente comme une garantie à long terme de l'harmonie sociale et politique dans tout l'univers !

On savait tout cela bien avant l'accord impérialiste de Yalta qui divisa cyniquement le monde en « zones d'influence », mais vingt-sept ans après, les accords de Moscou qui proclament au contraire hypocritement « le respect de la souveraineté et de la liberté » des pays tiers le confirment avec éclat. L'infâme propagande à la solde du pseudo-socialisme de Moscou aura autant de mal que la tout aussi infâme propagande de Washington à faire accroire que de Yalta à Moscou, l'impérialisme a changé et a renoncé à l'écrasement des petits pays par la diarchie russo-américaine. Peut-être aussi aura-t-elle plus de mal qu'autrefois à présenter les accords de Moscou comme une victoire du camp socialiste obtenue grâce à l'accroissement de la puissance économique, surtout... militaire et en particulier nucléaire de l'U.R.S.S.

La cause du socialisme progresse dans la mesure où progresse la lutte prolétarienne. Quant à celle de la paix entre les Etats, seule une victoire révolutionnaire du prolétariat pourrait la sauver, à supposer que le terme ait un sens. Les accords les plus « sensationnels » entre les monstres impérialistes ne servent que la cause nationale de ceux-ci et s'ils ouvrent « une phase historique nouvelle », c'est uniquement

celle d'une pause due à l'équilibre des terreurs, et non à la bonne volonté des hommes d'Etat, d'une pause nécessairement limitée à l'échelle historique dans l'escalade préliminaire au heurt militaire final.

Quiconque se refuse à comprendre ces deux grandes vérités du communisme marxiste n'est pas seulement une victime de la campagne d'intoxication à laquelle Washington et Moscou se sont livrés avec une ardeur accrue à l'issue de l'historique "sommet" de mai 1972: c'est un ennemi conscient ou inconscient du prolétariat mondial qu'Est et Ouest ne réussissent que trop à endormir dans une sécurité trompeuse pour l'avenir et que le parti de classe a le devoir d'alerter au contraire sur la perspective réelle que lui ouvrent les embrassades des Super-Grands afin que dans dix, quinze ou vingt ans il ne se retrouve pas une nouvelle fois placé, impuissant et désarmé, devant l'explosion d'un conflit impérialiste où il sera condamné à se faire massacrer une fois de plus dans les intérêts exclusifs du capital.

★

Malgré l'épais mystère qui plane encore autour des conversations de Moscou et que les milliards d'hommes concernés n'ont aucun moyen de percer, malgré cette « démocratie » dont se vantent si fort, chacun de son côté, les deux compères, « l'enjeu secret de la rencontre historique » n'est en réalité un secret pour personne, en dehors bien entendu des naïves masses dépolitisées ou trompées par les propagandes d'Etats convergentes de l'Est et de l'Ouest.

Chacun sait que cet enjeu était, pour les Russes, le développement des échanges commerciaux avec les U.S.A. et pour les Américains l'entremise de la Russie pour un règlement au Vietnam. Les gens bien informés ne sont pas non plus sans savoir que pour la Russie, le développement de ces échanges est d'autant plus nécessaire que son progrès économique antérieur lui permet moins de conserver « le splendide isolement » du temps de Staline, que l'accroissement des besoins de sa

population et l'exaspération des résistances nationales dans son bloc d'Europe de l'Est lui imposent plus durement d'accroître sa production de biens de consommation d'une part (et pour résoudre sa crise agricole, de fournir à ses paysans de nouveaux moyens de production), et d'autre part de procurer des capitaux à ses "alliés". Or, de toute évidence, toutes ces exigences ne peuvent être satisfaites par une simple extension du commerce de marchandises, mais exigent, en outre, l'octroi de prêts financiers dont l'intérêt sera payé sur la plus-value extorquée au prolétariat russe.

De la même façon, Nixon n'a fait aucun mystère du fait qu'il avait envoyé Kissinger aux Russes pour tâcher d'obtenir d'eux qu'ils fassent pression sur leurs alliés vietnamiens afin que cesse un conflit qui a provoqué une perte relative de vitesse des U.S.A. face à la concurrence européenne, fait révélé par la crise du dollar.

Sans être dans le secret des diplomates, il n'est pas difficile de comprendre quels ont bien pu être les obstacles à cette double négociation, d'ailleurs étendue à tous les « foyers de guerre » du monde, Moyen-Orient compris.

En ce qui concerne les relations économiques, il est clair que l'Etat capitaliste russe n'entend nullement renoncer à son monopole d'exploitation de la classe ouvrière nationale au profit d'entrepreneurs capita-

(Suite page 4)

Les tribulations du «socialisme russe»

Les tribulations du «socialisme dans un seul pays», si elles ne manquent pas d'étonner les économistes bourgeois avoués qui ne voient aucune différence fondamentale entre leurs vues et les découvertes de leurs collègues russes, posent à ces derniers un problème épineux: comment concilier l'efficacité économique avec «le bonheur, le bien-être de la société, le bien-être du pays et du peuple» (Fedorenko) ?

Dès 1926, notre courant, qui dans la juste ligne marxiste affirmait qu'une société socialiste est impossible dans un seul pays, faisait l'inventaire de tous les reniements qu'impliquait une telle théorie appliquée à la Russie au mépris de toute l'œuvre de la révolution d'Octobre. Ce qu'on baptisait à Moscou «construction du socialisme» n'était qu'un ensemble de mesures dictées par le retard économique du pays. En subordonnant les différents partis communistes aux intérêts de l'U.R.S.S., on ne fit qu'accrocher le prolétariat international au char de l'accumulation capitaliste de la nation russe.

En 1956, devant le démenti flagrant que la réalité avait donné à la théorie stalinienne suivant laquelle le capitalisme tendait à devenir de plus en plus improductif et allait tout naturellement à sa mort, Krouchtchev invitait l'Occident à une compétition pacifique entre l'économie capitaliste et l'économie «socialiste».

Les partis communistes occidentaux s'installèrent aux premières loges pour le spectacle, attendant de la victoire du grand frère russe une bonne récolte de bulletins de vote, les citoyens-électeurs étant supposés devoir opter pour le «socialisme» en fonction des scores supérieurs qu'il était censé réaliser.

Face à ces élucubrations, notre position fut claire et nette: pas plus qu'il ne prendra pacifiquement la place d'un capitalisme «moribond», le socialisme ne naîtra du choix conscient d'électeurs convaincus de sa supériorité à coup de tonnes d'acier, de kilomètres de routes et de bibliothèques publiques. C'est l'éclatement du capitalisme sous la pression de la contradiction existant entre les forces productives qu'il a engendrées et les rapports de production étroits dans lesquels il les enferme qui amènera la crise révolutionnaire et, en cas de victoire du prolétariat, le socialisme que nous sommes obligés d'appeler «véritable» pour le distinguer de toutes les idéologies de «progrès social» et de «bien-être des peuples» mises en circulation par la contre-révolution.

En 1962, M. Libermann, économiste soviétique nouvelle vague, arrivait à cette conclusion qu'il fallait accorder aux entreprises beaucoup plus d'autonomie que sous la planification stalinienne si on voulait améliorer leur rendement. L'autorité centrale devait toujours fixer les objectifs fondamentaux de l'économie et répartir entre les entreprises les matières premières relativement rares dont elles avaient besoin, mais c'étaient les entreprises qui devaient organiser la production à leur niveau: cela revenait, non certes à reculer par rapport à un «socialisme» qui n'avait jamais existé en Russie, mais par rapport au capitalisme d'Etat dans lequel toute la production (en qualité comme en quantité) et l'organisation du travail étaient (en principe...) définis centralement; et, du même coup, cela signifiait rétablir le

(suite page 2)

Considérations non-situationnistes sur la situation espagnole

La faiblesse de la bourgeoisie espagnole se révèle chaque jour davantage par sa difficulté à contrôler les mouvements revendicatifs élémentaires du prolétariat déclenchés par des fermetures en chaîne, par des licenciements en masse qui viennent grossir les rangs déjà imposants des chômeurs. Les sanglantes répressions auxquelles ils donnent lieu les a davantage stimulés que freinés. Le massacre du Ferrol a en fait multiplié les manifestations de solidarité, et confirmé le rejet instinctif de la part du prolétariat des accords ou contrats collectifs patronaux en attente de renouvellement. Les forces policières ont été engagées dans plusieurs affrontements, particulièrement à Alcobendas (Madrid), où les ouvriers ayant occupé l'usine Recon, l'intervention de la Garde civile a été nécessaire.

A Vigo, où le nombre d'ouvriers s'élève à huit mille, la grève a été proclamée et quelques entreprises comme Vulcano ont été fermées. A Madrid, Valladolid et Bilbao, des affrontements se sont produits entre grévistes et policiers sur pied de guerre. Par ailleurs, de grandes grèves s'annoncent dans le bâtiment. Etant donné, d'une part, les conditions particulièrement pénibles dans lesquelles se trouve le prolétariat et, d'autre part, l'impuissance et le manque d'initiative de la bour-

geoisie, des épisodes de répression sanglante comme ceux de Grenade, Barcelone, Le Ferrol etc... poussent les ouvriers à une révolte énergique et tenace, bien que le mouvement se développe sur le plan des revendications purement économiques et que la politisation du prolétariat soit encore faible. La bourgeoisie à elle seule ne peut cependant dominer la situation de façon satisfaisante et c'est précisément pour cette raison que l'opportunisme, alors que la riposte prolétarienne aux mesures répressives s'étend, multiplie les initiatives «démocratiques» dans le but de se présenter comme le réorganisateur et le sauveur de la communauté nationale grâce à la mise au pas du prolétariat «sauvage». Des mouvements tels que les divers «pactes pour la liberté» n'ont pas d'autre signification que celle de recommencer l'exploit réalisé pendant la guerre civile et même avant: bâillonner une classe ouvrière poussée par ses conditions de vie intolérables et par l'inconstance du capitalisme local à une subversion potentielle, que, malgré l'absence d'une direction politique révolutionnaire, la société bourgeoise espagnole, est trop fragile pour supporter.

Actuellement, même un phénomène marginal comme l'agitation étudiante que motivent l'archaïsme du

système scolaire, l'étroit contrôle policier sur l'université, et l'absence de perspectives d'emploi après les études dans le capitalisme sous-développé de l'Espagne, joue un rôle perturbateur que la bourgeoisie ne peut négliger.

La fermeture pratique de toutes les universités et les continus affrontements entre étudiants et policiers (à Madrid, Barcelone, Bilbao, des barricades ont été élevées) en sont la preuve.

Le gouvernement paraît incapable de réagir, mais si la situation ne change pas, il devra probablement recourir à nouveau, à «l'état d'exception». Nous répétons que cela révèle sa faiblesse face à l'agitation ouvrière purement revendicative et à l'agitation étudiante, pourtant particulièrement violente l'une et l'autre, quoique d'importance très inégale.

Si jusqu'ici le gouvernement n'a pas recouru au traditionnel expédient de l'état de siège, c'est que son désir profond est de présenter la situation intérieure comme normale et en tout cas de faire croire qu'il la contrôle parfaitement (contre toute vraisemblance) pour ne pas alarmer la «Communauté européenne», qui n'admettra l'Espagne aux «accords préférentiels» que si elle

(Suite en page 4)

PERMANENCES DU PARTI

◆ A PARIS : Nouvelle adresse : 20, rue Jean-Bouton, (12^e). Métro Gare de Lyon, escalier métallique au fond de la cour à gauche. Permanences : le samedi, de 15 h. à 19 h. et le dimanche, de 10 h. à 12 h.

◆ A MARSEILLE : Tous les Samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du "Prolétaire", 7, crs d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

L'opportunisme face à la nouvelle escalade américaine au Vietnam

L'offensive désespérée par laquelle Hanoï et le G.R.P. ont répondu à la menace d'une liquidation de leur cause inscrite dans le rapprochement sino-américain, puis russo-américain, a provoqué une nouvelle escalade américaine au Vietnam qui dépasse en horreur les pires épisodes de la seconde guerre mondiale.

Face à cette situation, Hanoï et le G.R.P. renouvellent leurs appels aux progressistes du monde entier, aux hommes de bonne volonté épris de paix et de justice, flétrissant les agresseurs américains qui ne respectent rien, ni les accords de Genève, ni le Droit international, ni même la Morale !

C'est ainsi que le porte-parole de la R.D.V. à la conférence de Paris déclarait le 9 mai : « Ce sont les Etats-Unis qui, depuis près de 20 ans, pratiquent une politique d'intervention et d'agression au Vietnam au mépris des accords de 1954 sur le Vietnam qui ont consacré l'indépendance, la Souveraineté et l'intégrité territoriale du Vietnam, accords que les Etats-Unis s'étaient d'ailleurs engagés à respecter ».

Véritables nationalistes, mais faux révolutionnaires et « communistes » plus faux encore, Hanoï et le G.R.P., soutenus par toute la racaille stalinienne sans oublier les opportunistes gauchistes, continuent à affirmer que « les Etats-Unis doivent respecter les accords de Genève de 1954 » (Point 5 des 9 points de Hanoï).

A les en croire, ces accords auraient apporté une solution « équitable » du problème vietnamien, au lieu de constituer, comme ce fut en réalité le cas, un compromis voulu par les grandes puissances, et en particulier les « grands frères socialistes », qui lézait gravement les combattants vietnamiens. Il importe de retracer rapidement les négociations de 1954 et leur résultat.

Au début de celles-ci, le Viet-Minh tenta de formuler les bases

d'un règlement politique général, concernant non seulement le Vietnam, mais aussi le Laos et le Cambodge. L'impérialisme français exigeait quant à lui un règlement purement militaire, s'appliquant au seul Vietnam. Les « pays frères socialistes », U.R.S.S. et Chine, se rangèrent à l'avis des Français et contraignirent le Viet-Minh à abandonner toute revendication d'indépendance nationale pour l'ensemble de la péninsule indochinoise ; l'U.R.S.S. et la Chine reconnurent du reste les monarchies du Laos et du Cambodge.

Pourtant, l'impérialisme était encore loin d'être satisfait. Soumis à sa pression, les Vietnamiens commencèrent par accepter le principe d'un retrait des troupes des deux camps de part et d'autre d'une ligne de démarcation, abandonnant ainsi eux-mêmes la cause de l'unité nationale du Vietnam en échange du plat de lentilles d'un demi-Etat. Restait à savoir où s'établirait cette ligne : les Vietnamiens proposaient le 13^e parallèle qui correspondait grosso-modo à la zone militairement occupée par eux. Leurs « alliés socialistes » se chargèrent de les ramener à la raison. Chou en Lai avait à peine réussi à leur faire accepter le 16^e parallèle que Molotov se ralliait au 17^e. Et il en fut ainsi.

La fameuse promesse d'organiser des élections générales dans tout le Vietnam dans un bref délai (le Viet-Minh demandait six mois, mais Molotov imposa deux ans) était incluse dans une déclaration finale que les U.S.A. refusèrent de signer ; elle ne fut donc que tacitement approuvée par les autres puissances qui suivirent leur exemple. Les signatures n'auraient évidemment rien changé, mais la référence à une clause non signée est vraiment le comble du crétinisme juridique.

C'est le non-respect de cette clause tacite par les Américains et le gouvernement du Vietnam du Sud qui a provoqué la reprise des hostilités, sans que l'U.R.S.S. et la Chine l'aient aucunement voulu puisque ce sont elles qui avaient

exercé les principales pressions sur le Viet-Minh pour lui faire accepter l'abandon de l'unité nationale et la cession de territoires occupés au prix du sang des combattants vietnamiens. Toutes les grandes puissances ont donc été solidaires pour empêcher qu'un véritable Etat national s'installe au Vietnam à la faveur de la défaite du colonialisme français.

Le seul fait que Hanoï et le G.R.P. revendiquent toujours la réalisation de ces accords suffirait à prouver, s'il était besoin, que non seulement ils ont toujours été étrangers à la cause prolétarienne et communiste, mais qu'ils n'ont jamais soutenu la cause nationale elle-même qu'avec toute la veulerie habituelle de la petite-bourgeoisie devant la grande, son juridisme et son démocratisme impuissants et mystificateurs.

C'est ainsi que dans son communiqué du 9 mai, le porte-parole de la délégation du G.R.P. à la conférence de Paris déclarait : « L'Administration Nixon pose un ultimatum au peuple vietnamien en vue de l'obliger à capituler et d'humilier un peuple qui lutte pour son indépendance et sa liberté et qui n'a jamais porté tort au peuple américain. De toute évidence, l'Administration Nixon agit comme un agresseur barbare et comme un gendarme international, faisant fi de toutes les normes du Droit international, de toutes les conventions internationales comme de tout principe moral ».

Quiconque se place ainsi sur le terrain du Droit, fût-ce pour dénoncer l'impérialisme, se place sur un terrain bourgeois, et pour être encore plus précis, se contente d'opposer des principes bourgeois à la pratique bourgeoise réelle, comme s'il s'agissait, non de détruire l'infâme société capitaliste, mais de lui faire honte.

L'opportunisme n'a jamais agi autrement et c'est pourquoi, encore face aux derniers événements, le P.C.F. a fait descendre ses militants dans la rue pour réclamer la

paix au Vietnam dans le respect des accords de 1954.

Le plus triste est que, tout en reprochant au P.C.F. de n'avoir pas mobilisé plus tôt ses forces et de ne pas avoir autorisé les militants « révolutionnaires » à se joindre à lui, pour donner un caractère « de masse » aux manifestations, le « gauchisme » anti-stalinien lui fait écho. C'est ainsi qu'on a vu la Ligue communiste sautiller derrière les rangs du P.C.F. en scandant : « Ho - Ho - Ho Chi Minh ! » dans les manifestations récentes. Ces « rois de la tactique des alliances » agissent comme si le stalinien Ho Chi Minh n'avait pas été un ennemi du mouvement prolétarien international qu'ils prétendent représenter, lui qui écrivait en 1930, dans un rapport à l'Internationale communiste dégénérée : « Avec les trostkystes, aucune alliance et aucune concession. Il faut démasquer par tous les moyens ces agents du fascisme, il faut les anéantir sur le plan politique ». Aurait-il oublié que, loin de s'en tenir aux déclarations verbales, l'Ho Chi Minh qu'ils invoquent aujourd'hui a anéanti physiquement leurs propres camarades, les trostkystes vietnamiens ?

Tout ce que ces phraseurs veulent faire croire au prolétariat mondial, c'est que la question nationale du Vietnam peut fort bien être résolue dans les cadres du système capitaliste en vigueur à l'échelle de la planète. Or, même à supposer que le rapport de forces au Vietnam même soit favorable au mouvement de libération nationale (comme la puissance de la récente offensive viet le prouve, soulignent-ils avec complaisance), le rapport de forces international lui est, lui, défavorable, parce qu'il ne dépend pas des fictions du droit bourgeois, mais de la réelle pratique impérialiste. Il n'y a donc aucun sens à « proclamer l'invincibilité des mouvements nationaux populaires » comme s'ils étaient situés hors de l'espace et du temps et en faisant abstraction du jeu mondial des grandes puissances : c'est là de la métaphysique réactionnaire.

Face à ce que Giap appelle le « gendarme international », le Vietnam est seul parce que toutes les grandes puissances occidentales sont intéressées à la prospérité des U.S.A., principal centre moteur, soutien économique principal et pilier du capitalisme mondial, tandis que l'U.R.S.S. et la Chine n'ont, en tant que puissances nationales et bourgeoises, aucune mission émancipatrice à l'égard des petits peuples opprimés qui (les négociations de Genève, mais aussi cent autres faits le prouvent) ne sont que des pions qu'ils déplacent sur l'échiquier diplomatique comme le leur commandent les rapports de force d'une part, et d'autre part leurs propres intérêts.

Voilà pourquoi la réaction de Moscou à la nouvelle escalade américaine a été si prudente que Nixon lui-même lui a rendu hommage en déclarant : « Le 20 avril j'ai envoyé le docteur Kissinger à Moscou pour quatre jours d'entretiens avec le secrétaire général Leonid Brejnev et d'autres dirigeants soviétiques. Je lui ai donné instruction de souligner notre désir de règlement rapide de la guerre et de notre volonté de prendre en considération toutes les méthodes possibles. A ce moment, les dirigeants soviétiques ont montré leur intérêt pour une cessation de la guerre sur une base juste pour les deux parties. Ils ont insisté sur la reprise des négociations de Paris et ont donné à entendre qu'ils useraient de leur influence de manière constructive ».

Voilà pourquoi aussi la Chine a dû décevoir une nouvelle fois les naïfs qui mettaient en elle leurs espoirs pour se substituer à l'U.R.S.S. défaillante dans la défense sans concession des mouvements anti-impérialistes, se contentant dans sa déclaration du 11 mai de parler de « violation de la Charte des Nations-Unies et du Droit international » comme tous les « révisionnistes » ! Il est vrai que depuis que la Chine est entrée à l'O.N.U., elle a arrêté jusqu'aux « avertissements sérieux » à Washington !

Tant que l'impérialisme a ses arrières bien solides, grâce à la complicité de fait de tous les dirigeants du mouvement ouvrier, politique ou syndical, il n'y a pas d'espoir de réunification et de libération pour le malheureux Vietnam qui, même s'il réussissait à se libérer de l'impérialisme U.S., ne pourrait que tomber sous la coupe de l'impérialisme soviétique ou chinois.

Pour que cesse dans le monde toute oppression nationale, il faudra que le prolétariat, ayant retrouvé sa voie révolutionnaire, frappe au cœur la sanglante dictature du capital dans les grandes métropoles impérialistes responsables de cette oppression. Cela signifie que, comme l'affirma hautement l'Internationale Communiste, la cause de la libération nationale des petits peuples ex-coloniaux ne saurait être dissociée de la cause révolutionnaire et communiste. La honte et le crime contre-révolutionnaire de l'opportunisme mondial est précisément de tenter de le dissimuler : mais les faits historiques sont plus forts que leurs mensonges !

Les tribulations du « socialisme russe »

(Suite de la première page)

principe du profit d'entreprise comme critère de la gestion, en particulier en ce qui concerne les primes à prélever sur le fonds de celle-ci pour les attribuer au personnel de direction et aux salariés.

A ce point, la conclusion que plus rien ne distinguait l'entreprise « soviétique » de sa sœur capitaliste s'imposait. Mais les économistes « soviétiques », même nouvelle vague, ne l'entendaient pas de cette oreille ! C'est ainsi que M. Fedorenko enseignait doctement à ceux qu'aurait tentés cette opinion hérétique : « Notre régime socialiste se distingue des formations économiques et sociales qui l'ont précédé en ceci qu'il est capable de proposer des objectifs sciemment choisis et d'organiser leur réalisation. La loi du socialisme qui donne pour but à la production socialiste de satisfaire au maximum tous les besoins grandissants de la société est à la base de l'information ». Et M. Liberman de préciser : « Notre profit, si l'on part de prix reflétant correctement les frais moyens de production, n'est rien d'autre que l'effet, sous forme monétaire, de l'accroissement de productivité du travail social ».

En matière de théorie, Messieurs les professeurs soviétiques se contentent vraiment de peu ! Tout d'abord, il est absolument faux que le socialisme se « distingue » de toutes les « formations économiques et sociales qui l'ont précédé » par le fait qu'il « propose des objectifs sciemment choisis » et « organise leur réalisation » : quelle est l'économie pré-marchande, c'est-à-dire l'économie naturelle, de consommation directe (et ignorant donc encore l'anarchie productive) qui n'en a pas fait autant, dans les limites étroites du domaine ou du fief et, bien entendu, abstraction faite des caprices de la nature, en ce qui concerne la production agricole ?

Certes, la victoire sur l'anarchie productive n'en fait pas moins partie du programme communiste ; mais elle n'est possible que dans la mesure, précisément, où la production de marchandises reculera devant la production communiste, c'est-à-dire devant la production de biens d'usage ignorant les lois de la valeur. Il est vrai que le régime stalinien a prétendu avoir réalisé la quadrature du cercle, c'est-à-dire réussi une gestion centrale effective malgré la persistance de la loi de la valeur. Mais premièrement, dans la mesure où cette gestion centrale a été réalisée (ce qui revient à dire dans la mesure où les effets de l'activité productive ont été conformes aux décisions initiales du pouvoir), elle n'a rien eu de socialiste puisque le but poursuivi n'a pas été l'abolition du salariat, ni même la généralisation de la grande agriculture et la disparition de la petite production privée abritée par le kolchose (pour ne rien dire du « bien-être du peuple »), mais la grandeur nationale par développement prioritaire de l'industrie lourde.

Deuxièmement, même sous la rigoureuse planification stalinienne, les résultats économiques obtenus ont résulté de la lutte incessante entre l'Etat d'une part, les entreprises industrielles et coopératives agricoles de l'autre, c'est-à-dire de rapports de forces changeants, et pas de tout « des objectifs sciemment choisis par le pouvoir » et de « l'organisation de leur réalisation » conformément à sa volonté souveraine ; tout il est vrai qu'une économie obéissant à la loi de la valeur n'est pas planifiable.

La conclusion est qu'il n'y a pas un mot qui tienne debout dans la première phrase de M. Fedorenko. Quant à sa définition du socialisme comme le régime « qui donne pour but à la production... de satisfaire les besoins grandissants de la société », quelle perle ! Une

production de marchandises croissante peut, elle aussi, prétendre qu'elle satisfait « les besoins grandissants » de la « société » en général, pour cette bonne raison que la marchandise est une valeur d'usage en même temps que d'échange. Ce que le vulgaire appelle « la société de consommation » (et qui est tout simplement le capitalisme avancé d'Occident) « satisfait » indubitablement les besoins de la société bourgeoise. Mais le socialisme est précisément l'abolition de la production marchande et partant, de la société divisée en classes, et donc de ses « besoins » eux trois quarts ébervants parce que déterminés par le productivisme effréné du capitalisme ! Quant à la définition du profit « socialiste », c'est celle du profit... tout court, n'en déplaise à M. Liberman : c'est la réalisation sur le marché du sur-travail oroché au prolétariat.

Quant, de son côté, M. Glouckov, vice-président de l'Académie des Sciences d'Ukraine, vient nous dire que le problème qui se pose à l'économie soviétique est celui d'une « harmonisation entre les divers participants, les divers rouages de la production », il avoue sans même s'en rendre compte l'existence en U.R.S.S. du salaire et du profit (l'un ne va pas sans l'autre) ; sans ces réalités antagoniques, pareille question ne se poserait en effet même pas.

Dans une économie où, par contre, chaque entreprise a charge de faire fructifier au mieux le capital alloué par l'Etat, dans une économie qui répartit ses produits sur le marché, deux exigences apparaissent : conformer la production à la demande sur le marché et utiliser de la façon la plus « rentable » la force de travail. Or ces deux exigences caractérisent précisément le capitalisme. La première pousse à des tentatives désespérées de maîtriser l'anarchie de la production marchande, la seconde à perfectionner l'art d'extorquer de la plus-value aux prolétaires. Mais ceux-ci résistent aux empiètements du capital qui bloque ou rogne les salaires, prolonge le temps de travail, augmente les cadences. C'est cet antagonisme, produit de rapports capitalistes de production, que les théoriciens du « socialisme » russe voudraient « harmoniser ».

En fait, c'est à la neutralisation du prolétariat que sont employés les sociologues, les psychologues et tout le rutifant appareillage théorique né dans les universités du capital « soviétique ». Et c'est à la comptabilisation des profits que sert le réseau d'ordinateurs que l'Etat brûle de développer.

On peut donc appliquer à la société « soviétique » ces lignes du « Capital » de Marx : « Cette fonction de direction, de surveillance et de médiation (NdR : que remplit l'appareil d'Etat et les « entrepreneurs cachés » que sont les directeurs des usines soviétiques) devient la fonction du capital dès que le travail qui lui est subordonné devient coopératif, et comme fonction capitaliste, elle acquiert des caractères spéciaux. L'aiguillon puissant, le grand ressort de la production capitaliste, c'est la nécessité de faire valoir le capital ; son but déterminant, c'est la plus grande extraction possible de plus-value ou ce qui revient au même, la plus grande exploitation possible de la force de travail. A mesure que la masse des ouvriers exploités simultanément grandit, leur résistance contre le capitaliste grandit, et par conséquent la pression qu'il faut exercer pour vaincre cette résistance ».

Entre les mains du capitaliste (NdR : ou de l'Etat capitaliste), la direction n'est pas seulement cette fonction spéciale qui naît de la nature même du processus de travail coopératif ou social, mais elle est encore et éminemment, la FONCTION D'EXPLOITER LE PROCESSUS DE TRAVAIL SOCIAL, fonction qui repose sur l'antagonisme inévitable entre l'exploiteur et la matière qu'il exploite (" Le Capital ", Livre I, 4^e Section).

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1972

LISTE N° 5

Alger : 500 ; Réunion publique Paris : 237 ; A. M. : 25 ; Paris, avril : 68,70 ; François : 120 ; Yves : 20 ; André : 70 ; R. et R. : 40 ; un Camarade spadois : 25 ; par Paule, souscription générale : 1.672.

Total liste N° 5 ... 2.777,70 F
Total précédent ... 20.260,80 F
Total général ... 23.038,50 F

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

MARXISME ET MISERE

L'article que nous reproduisons ici est paru dans la presse du Parti le 28 septembre et le 5 octobre 1949, mais il touche des sujets qui répondent parfaitement à la situation d'aujourd'hui, avec ses cataclysmes monétaires périodiques et les " théories " que les bourgeois et les opportunistes en tirent. Une fois de plus, notre doctrine est invariante, mais le cours du capitalisme l'est tout autant.

HIER

Durant des dizaines d'années, pendant la période " idyllique " du capitalisme, les rapports de change des monnaies des différents Etats du monde restèrent stables et les oscillations enregistrées ne concernaient que les décimales. C'était la période où des fleuves d'encre coulaient pour proclamer la faillite de la vision " catastrophique " de Marx sur la misère croissante, les crises galopantes et l'écroulement révolutionnaire du système économique bourgeois, et où on prétendait la remplacer par une conception évolutionniste affirmant que la structure économique se transformait lentement au moyen de réformes progressives tendant à améliorer le niveau de vie des masses.

Les devises des Etats insuffisamment développés du point de vue capitaliste, du Moyen ou de l'Extrême-Orient, les titres de rente turcs et autres embrouilles permettaient bien quelques spéculations en bourse : l'histoire de l'économie capitaliste n'a jamais manqué d'escroqueries de grande envergure. Mais les taux de change avaient la solidité d'un dogme : la livre valait toujours cinq dollars, et le dollar cinq francs ou cinq livres.

Bien qu'atteinte de féodalisme au dire des sages, l'heureuse Italie des premières années du règne de Victor le victorieux avait une livre-papier qui était parfois cotée à 99,50, 99, parfois 98, c'est-à-dire que pour une livre-papier on avait plus qu'une livre-or, et un gramme d'or valait moins de 3,60 livres ; tandis que les titres d'Etat valaient plus que les cent livres nominales.

C'est la guerre de 1914 qui provoqua dans les conceptions évolutionnistes et pacifistes un véritable cataclysme, qui eut également l'aspect d'un cataclysme monétaire. Dans les pays vaincus, la valeur de la monnaie tomba en flèche : chose qui méritait bien, elle, qu'on l'appelle progressive. L'Italie, pays vainqueur, dut se contenter de voir la livre-papier tomber d'un cinquième à un dix-neuvième de dollar, d'un vingt-cinquième à un quatre-vingt dixième de livre sterling, de quelques dixièmes de point au-dessus de la livre-or à moins d'un cinquième, ce qui signifie aussi (mais nous laissons là les chiffres) que la livre et le dollar subirent également une certaine secousse, dans leur rapport entre eux, et par rapport à l'or.

L'assant de côté les stupidités réformistes, on s'efforça de passer à l'action révolutionnaire, mais en Italie le pouvoir et la monnaie de la bourgeoisie finirent par se stabiliser.

Les pays vaincus connurent au contraire la tragédie de l'inflation : le marc, le florin, le rouble tombèrent brutalement au millième et au millionième de leur valeur initiale. A Vienne et à Berlin les ménagères allaient faire leur marché avec desallettes pleines de billets de banque et à Moscou on faisait des jeux de mots sur million et citron (en russe " lemon "). Par contre on ne jouait pas sur les mots en parlant de réformistes et de révolution : les aristocrates, les capitalistes, les politiciens " populistes " et " progressistes " en ont su quelque chose.

Vienne, Budapest, Munich, Berlin, eux, étaient davantage à portée de la main pour les puissances capitalistes qui avaient vu leur monnaie réévaluée, les " progressistes " locaux étaient plus directement manœuvrés et appuyés par l'appareil international d'après-guerre, institué sous les auspices du dollar, pour permettre l'alliance des nations et l'" autodétermination " des peuples, et les insurrections du prolétariat pour abattre la forteresse du pouvoir politique dans le précipice qui avait englouti la monnaie bourgeoise, purent être écrasés démocratiquement dans un bain de sang.

Contre le prolétariat russe victorieux il ne restait plus qu'à passer à l'attaque militaire directe, mais elle fut repoussée durant les années glo-

rieuses de la révolution. La Centrale mondiale dont la première édition fut mise sur pied à Genève assurait la défense de l'ordre capitaliste international sur le plan diplomatique, politique et militaire seulement, elle ne répondait pas encore à une planification générale des forces économiques.

La Russie de Lénine, qui n'avait pu être vaincue par la force, resta prise dans l'étau mortel des économies monétaires et mercantiles, elle glissa inévitablement sur la pente du commerce intérieur privé, de la production pour le marché, de la coexistence avec les économies capitalistes, elle se donna une monnaie stable, cotée sur le marché mondial, régressa inexorablement, dégénéra de la révolution au progressisme.

Notre " catastrophisme " marxiste, caricaturé par les adversaires, avait-il eu raison ou tort ? Des dizaines d'années sont passées depuis, que personne ne pourra dire pacifiques et idylliques, et pourtant le monstre capitaliste est toujours debout. Dans la polémique sur le " cataclysme " monétaire actuel, un des nombreux bourgeois qui font stupéfiement le jeu des matamores stalinien, le libéral Guido Cortese, cite une lettre de Marx à Engels de 1855. Nous aimerions la retraduire, bien que sans avoir le texte authentique sous les yeux, dans le langage original de l'école marxiste, mais laissons-la telle qu'elle avec la couleur de ses adjectifs :

« Je viens de recevoir ta lettre, qui découvre d'heureuses perspectives dans la crise des affaires... Les choses vont merveilleusement. En France il va y avoir un crack formidable... (les points de suspension sont toujours du courtis Cortese). J'espère que les grands désastres de Crimée vont faire déborder le vase. La crise américaine, que nous avions prévue, est magnifique et ses répercussions sur l'industrie française ont été immédiates. La misère a déjà atteint le prolétariat ; mais pour le moment il n'y a pas encore de symptômes révolutionnaires, car la longue période de prospérité a horriblement démocratisé les masses. Jusqu'à présent, les chômeurs qu'on rencontre dans les rues mendient. Les agressions augmentent, mais à un rythme trop lent. »

Laissons de côté les exorcismes de la feuille de chou libérale devant ces perspectives terribles pour elle, qu'elle assimile (sans voir qu'en fait de polémique elle est au-dessous de tout) à celles dont parle l'Unità et qui sont, selon elle, celles dont les marxistes ont toujours " rêvé ". Tout cela ne nous intéresse pas pour deux sous.

Le libéral Cortese a compris le sens du marxisme à peu près aussi bien que le stalinien Scoccimarro. En réalité, Marx n'a pas combattu pour que le travailleur ne soit plus pauvre mais riche, et rétablisse l'équilibre en détruisant les gros bourgeois. La " misère " de l'ouvrier ne signifie pas le bas niveau du salaire ou le coût élevé des biens qu'il consomme. La victoire du capitaliste dans la lutte des classes ne consiste pas à réduire, à rogner le niveau réel du salaire. Il est indiscutable que celui-ci a tendance à s'élever historiquement, au travers des périodes progressives, pacifiques, guerrières et impérialistes. La misère, dans notre dictionnaire économique marxiste, ne signifie pas " basse rémunération du temps de travail ".

Si le capitalisme monopolise assez de forces productives (escroquées aux dépens de l'ensemble de la société) pour obtenir le même produit avec dix fois moins d'ouvriers, on comprend qu'il puisse tranquillement se vanter d'avoir doublé les salaires. La plus-value relative et absolue a énormément augmenté et l'accumulation en masse augmente. La misère signifie au contraire " totale privation de réserves économiques pouvant servir à la consommation en cas d'urgence ".

L'extension " progressive " de ces conditions dans la population est la caractéristique historique fondamentale de l'époque capitaliste. Durant l'époque pré-bourgeoise, l'artisan, le paysan et même le serf n'étaient pas dans un état de paupérisme, même ceux dont le niveau de vie était le plus bas. A plus forte raison la classe moyenne des petits propriétaires, petits commerçants, fonctionnaires, etc. On n'avait pas encore inventé l'épargne, et il était moins facile de les faire tomber dans la déché. Une bonne partie de la monnaie était encore en or et en argent.

Avec l'accumulation primitive, le capitalisme vide les bourses, les maisons, les champs, les boutiques de tous ces petits possédants et de plus en plus il en fait des " pauvres ", des misérables, des sans-réserves, des sans-le-sou, des " esclaves salariés " au sens de Marx. La misère augmente et la richesse se concentre, parce que le capitalisme augmente démesurément le nombre des prolétaires sans réserves, qui doivent manger chaque jour ce qu'ils ont gagné dans la journée. Ce phénomène économique n'est nullement modifié si chaque jour le salaire de certains d'entre eux, pour des métiers donnés, dans des pays donnés, leur permet de se payer une tranche de viande et une séance de cinéma et (bonheur suprême) de verser une souscription à l'Unità.

Le prolétaire n'est pas plus " pauvre " au sens absolu parce que son salaire a baissé, de même qu'il n'est pas plus " riche " si son salaire aug-

AUJOURD'HUI

Entre les deux guerres, la bourgeoisie, qui " ne peut exister sans révolutionner continuellement les modes et les rapports de production et tout l'ensemble des rapports sociaux " a progressé, appris et retenu. A l'échelle nationale, les cours des professeurs Mussolini et Hitler (qui pour avoir été exécutés n'ont pas perdu leur qualité de précurseurs) lui ont appris, irrévocablement, que le pouvoir d'Etat à son service n'est pas seulement un appareil policier et un instrument politique pour dominer et pour corrompre les chefs du prolétariat au moyen des parlements ou des grades hiérarchiques, mais doit devenir une machine pour la réglementation économique de la production, de la distribution et (last but not least) de l'instrument monétaire.

La nouvelle Centrale du capitalisme mondial née après la guerre a donc beaucoup plus de sagesse que celle de Versailles et de Genève, et elle a été mise au monde par des sages-femmes moins primitives que le répugnant Woodrow Wilson. Les commandements du nouveau testa-

mente et que les prix baissent. Il n'est pas plus " riche " quand il a du travail que quand il est au chômage.

Est " pauvre " au sens absolu qui-conque est entré dans la classe salariale. (Ceci n'empêche pas que, dans des cas particuliers, certains puissent en sortir, surtout si les guerres et les invasions démocratiques leur fournissent l'occasion de pouvoir devenir cireurs ou maque-reux). Il n'y a pas de relativisme ni de progressisme qui tiennent. Celui qui a lu une page de Marx et n'en a pas retenu cela, peut se supprimer sans dommage pour la société. Ce qui définit le régime du salariat, c'est que celui qui travaille n'accumule pas et que celui qui ne travaille pas accumule. Ce n'est pas par hasard que le Manifeste dit, à propos de la crise, que le salaire devient toujours plus incertain et la condition de l'ouvrier toujours plus précaire. Salaire incertain et non plus bas, condition précaire et non plus modeste. Bras dessus bras dessous, le libéralisme de Cortese et les réformes de structure de la direction du P.C.I. pourraient bien remédier à cette seconde version (si toutefois l'Italie n'était pas tombée si bas) ; mais à la première, à la misère au sens marxiste de condition incertaine et précaire, on ne peut opposer qu'une seule chose : la Révolution. Le capitalisme ne peut pas vivre sans s'accroître et augmenter le nombre des prolétaires ; et à son tour, cette grande armée sociale ne peut progresser que si elle fait reculer l'ennemi pas à pas, et ne peut espérer qu'une seule victoire : l'anéantir sur place.

ment bourgeois sont nombreux et graves. Tu ne manqueras pas d'occuper militairement le pays vaincu ; tu fusilleras tes collègues coupables d'avoir été battus et tu n'en laisseras pas la charge à la décision de leurs sujets ; tu empêcheras la chute de la monnaie du pays occupé mais tu le rouleras encore mieux en y dépensant des chiffons de papier que tu auras imprimés toi-même ; tu ne laisseras pas la monnaie de tes alliés plus faibles aller à la dérive mais tu en contrôleras la valeur...

C'est sur ces bases et d'autres du même genre que la nouvelle Centrale, qu'on l'appelle ONU, ECA, ERP, etc., joue le rôle de compagnie générale d'assurances contre la Révolution et s'efforce de planifier partout les indices de production, de consommation, de salaire et de profit.

L'inflation effroyable des monnaies après la première guerre mondiale mit à nu la " précarité " économique que le marxisme avait dénoncée dans l'économie capitaliste de l'époque stable, et fit éprouver cette

précarité aux couches moyennes qui, de l'aisance illusoire où elles croyaient être, se trouvèrent brutalement précipitées dans la condition de sans-réserves.

On vit se réaliser point par point les événements que les progressistes d'aujourd'hui veulent conjurer, avec les requêtes exposées dans la motion du P.C.I., avec plus de lucidité que dans les catéchismes des Marshall et des Cripps. Une monnaie basse, sinon l'économie nationale est ruinée par le dumping monétaire (lisez : les industriels qui produisent pour l'exportation retirent trop peu de lires de la vente de leurs produits à l'étranger et il leur reste une marge de bénéfice trop étroite ; dévaluons la lire et à coût de production égal une voiture vendue mille dollars rapportera sept cent mille lires au lieu de six cent mille), mais une monnaie stable officiellement (comme dans le discours de Pesaro) comme ça les prix ne montent pas trop et la spoliation des couches moyennes est ralentie ; donc une politique de la productivité et de l'épargne, donc une politique nationale, que diable ! puisqu'une inflation illimitée provoquerait un bouleversement général. Donc un programme d'investissements (encore une bien bonne !) et de " réformes de structure ".

On est loin de donner à entendre — pour éviter que quelques ancrés moyennes - bourgeoises se tougnent vers la carte du P. C. stalinien à la nouvelle qu'il existe un Atomgrad — que Togliatti prépare un tremblement de terre en Italie !

De même que la marche sur Rome a été une révolution pour rire, de même le tremblement de terre d'aujourd'hui au sujet de la dévaluation de la livre est une étape habile dans la réorganisation du capitalisme anglais, bien servi par le pouvoir travailliste, et non un signe de catastrophe ; c'est un tremblement de terre pour rire, étudié, planifié et préparé depuis longtemps, sur la voie d'un instrument monétaire unique et stable dans le monde entier, rempart numéro un de la contre-révolution, auquel il ne manque que la convention dollar-rouble.

Ce tremblement de terre annoncerait la révolution faite par des extrémistes qui font bien la paire avec nos fameuses chemises noires, eux qui sont titulaires de compte courants en livres sterling ! Attendez pour faire danser vos sismographes économiques qu'on entende venir le tremblement de terre qui ébranle le sous-sol social de ceux qui n'ont pas de compte en banque.

Vous passerez un plus mauvais quart d'heure qu'aujourd'hui, où " les agressions augmentent, mais à un rythme trop lent ". Marx n'est pas le roi Soliveau dont vous vous plaindez.

Le « juste salaire » revendication réactionnaire

Un parti qui a rayé de son programme l'abolition du salariat pour se consacrer à la célébration de la productivité marchande, russe d'abord, nationale ensuite, a certes abandonné toute perspective révolutionnaire ; il a, de plus, nécessairement dû renoncer à défendre jusqu'aux intérêts immédiats du prolétariat.

C'est ce qu'illustre clairement un article de « France Nouvelle » (9/25 mai 1972) qui reprend et prétend justifier à la lumière du marxisme le mot d'ordre commun à la C.G.T. et à la C.F.D.T. : « Pas de salaire inférieur à 1.000 francs ».

Pour bien comprendre cette revendication, nous expose-t-on doctement, il est nécessaire de revenir à ce qui, en dernière analyse, détermine le prix du salaire : la valeur de la force de travail. « Dans un pays comme la France de 1972, d'importants besoins sont à satisfaire pour simplement entretenir et reproduire la force de travail » ... « Pour bien faire vivre leur famille et reproduire la force de travail, les salariés ont besoin de gagner suffisamment pour élever leurs enfants », et encore : « Ainsi, pour nous en tenir aux besoins de la force de travail, seuls à être considérés

dans le mode de production capitaliste (mais les travailleurs n'ont-ils de besoins que ceux de leur force de travail ?) il apparaît que leur niveau est nécessairement élevé dans un pays capitaliste développé comme le nôtre et que leur croissance s'accélère rapidement ces dernières années... Cette situation impose des niveaux et des augmentations de salaires particulièrement substantielles ».

En somme, puisque nous sommes sous le régime du Capital, mettons entre parenthèses l'éman-

ipation des travailleurs, et tenons-nous-en à cette revendication : que la force de travail soit payée à sa valeur, que l'esclave reçoive le juste prix de son esclavage ! Voilà comment ils utilisent la thèse marxiste, selon laquelle la force de travail de l'ouvrier est une marchandise dont le prix, comme celui de toute marchandise, est celui de ses frais de production, pour en faire le mot d'ordre le plus servile qui soit.

(Suite en page 4)

Correspondance :

" le prolétaire " B. P. 266 13211 - MARSEILLE CEDEX 1

Versements : " le prolétaire " C.C.P. 2202-22 MARSEILLE

Abonnements : " le prolétaire " 1 an : 15 F (150 FB) 6 mois : 8 F (80 FB) (pli fermé : 27 F et 14 F) " programme communiste " 1 an : 15 F (150 FB) " programme communiste " et " le prolétaire " 1 an : 30 F (300 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

- ◆ " prolétaire " : 6 mois.
- ◆ " prolétaire " : 1 an.
- ◆ " programme communiste ".
- ◆ Combiné.

(entourer le signe)

NIXON-BREJNEV

(Suite de la 1^{re} page)

listes privés étrangers, contrairement à ce qu'ont fait la Yougoslavie et d'autres démocraties populaires : cela n'a évidemment rien à voir avec le « socialisme », qui n'est pas affaire de monopolisation de la plus-value par telle ou telle institution, mais de suppression du caractère de plus-value du surtravail social qui restera évidemment toujours nécessaire ; mais ce n'en est pas moins un obstacle au développement des relations financières souhaitées par les Soviétiques, le capital américain étant bien entendu plus intéressé par le profit d'entreprise illimité que lui permettrait un placement direct de capital en Russie que par l'intérêt du capital simplement prêté à l'Etat russe et utilisé par lui pour étendre l'extraction de plus-value à ses propres « citoyens ».

En ce qui concerne le Vietnam, les choses ne sont pas beaucoup plus obscures malgré la poudre que la propagande de Moscou a tenté de jeter aux yeux du public en proclamant « qu'un fondement inébranlable de sa politique » était de « ne pas considérer comme contradictoire son aspiration à la coexistence pacifique et sa volonté de riposte à l'attitude agressive de l'impérialisme » (*Humanité - Dimanche* du 6 juin 1972). Chacun sait en effet qu'il a fallu le chantage exercé par Nixon sur l'U.R.S.S. par sa visite au rival chinois pour que l'U.R.S.S. se décide à un envoi massif d'armes lourdes à l'allié vietnamien et qu'il a fallu l'offensive désespérée des Vietnamiens pour mettre une sourdine à ses assurances de bonne volonté (attestées par Nixon lui-même, comme on verra par ailleurs dans ce journal) pour une médiation entre les U.S.A. et leur victime.

Le précédent des accords de Genève est suffisant pour convaincre quiconque n'a pas l'esprit obscurci par la croyance au « socialisme russe » que la seule chose qui a pu empêcher la Russie de faire sur Hanoï toute la pression voulue par le brigand yankee a été la détermination vietnamienne et la crainte de perdre totalement la face devant ses alliés, du Moyen-Orient en particulier.

Tout cela prouve que si les raisons n'ont pas manqué à un rapprochement encore plus étroit entre deux « régimes politiques et sociaux » que seule la grossière propagande officielle peut s'entêter à dire « opposés », les antagonismes impérialistes et nationaux objectifs n'ont pas permis l'entente sur toute la ligne dont les Super-Grands auraient certainement désiré pouvoir faire état, ne se-

rait-ce que pour l'avantage politique qu'ils en auraient tiré face aux nations plus petites, et surtout face à la classe ouvrière, dans la mesure où celle-ci est quelque peu désabusée sur la portée historique réelle de la diplomatie des grands impérialismes.

Ces antagonismes objectifs subsistant, il est clair que le battage fait autour de la limitation des armements stratégiques n'est que de la poudre pacifiste jetée aux yeux d'une humanité à la fois terrifiée par la perspective d'une troisième guerre mondiale et impuissante à emprunter la seule voie qui pourrait empêcher sa réalisation : la reprise de la lutte révolutionnaire derrière le prolétariat et son parti de classe.

Cette limitation résulte de la neutralisation réciproque que représente pour les deux superbandits impérialistes la capacité où ils sont de se détruire cinq fois mutuellement et qui est matérialisée par quelques 2.500 missiles de part et d'autre (certains possédant de 3 à 10 têtes nucléaires orientables sur des cibles différentes) quelques 656 « sur-sous-marins » américains contre 580 russes, 400 bombardiers stratégiques de tous modèles de chaque côté, sans compter toutes les autres merveilles de la technique militaire moderne.

Son utilité pour les économies russe et américaine, auxquelles elle permettra de souffler quelque peu, ne fait pas de doute, mais il en fait encore moins que cette utilité est nulle aux fins de cette « paix durable » et de cette « harmonie » dont le communiqué final n'a pas craint de faire miroiter l'espoir à la malheureuse humanité. En effet, l'accord n'est nullement restrictif en ce qu'il n'impose aucune limitation au nombre des ogives... de même qu'il ne limite pas le nombre des bombardiers stratégiques et ne tient pas compte des autres porteurs d'ogive, notamment les bombes orbitales » (*Le Figaro* du 29 mai 1972). La course aux armements ne cessera donc pas.

Tant que subsistent les antagonismes engendrés par le capitalisme, il ne peut y avoir qu'un équilibre des terreurs, et non pas l'abolition du terrorisme impérialiste. C'est pourquoi le prolétariat doit rejeter avec tout le mépris et la haine de classe que méritent les mensonges criminels de la classe capitaliste dominante cette affirmation de la déclaration commune en douze points des deux forbans réunis en mai à Moscou selon laquelle leur accord aurait eu pour but d'« arriver à la date la plus proche possible à l'arrêt de la course aux armes nucléaires », au « désarmement nucléaire » et enfin « au désarmement général et complet ».

Pour le prolétariat, il est un seul moyen de mettre un terme aux monstrueux conflits entre Etats : c'est de préparer dans chaque pays la guerre révolutionnaire contre le pouvoir bourgeois !

Le « JUSTE SALAIRE », revendication réactionnaire

(Suite de la page 3)

Marx fait justement entrer dans le prix de la force de travail « deux éléments, dont l'un est purement physique et l'autre historique et social ». L'importance de ce dernier élément, susceptible « d'augmenter ou diminuer, et même de disparaître complètement, de telle sorte que la limite physiologique subsiste seule », ne dépend que du rapport de force entre le Capital et le Travail, c'est-à-dire de la vigueur de la lutte de classe.

Or, c'est précisément de la lutte de classe que le P.C.F. fait abstraction quand il examine d'un air scientifique « l'évolution des besoins de la force de travail dans un pays capitaliste développé comme le nôtre ». Toute la phraseologie marxiste dont il s'entoure n'est là que pour couvrir cette sordide réalité : la revendication avancée dans l'article, c'est finalement le *minimum physiologique* dont parle Marx, puisque, de son propre aveu : « Mille francs par mois ne permettent pas d'entretenir et encore moins de reproduire la force de travail » !

Les renégats du communisme qui forment le P.C.F. se contentent de demander à la société bourgeoise de respecter ses propres lois et, ce faisant, ils affaiblissent le mouvement ouvrier. Ainsi, alors que le capital fragmente le prolétariat en d'innombrables catégories socio-professionnelles, que fait le P.C. ? Dans le même article, on le voit réclamer pour chaque catégorie le montant exact de la valeur de sa force de travail : « Pour certai-

nes catégories, comme les mineurs par exemple, et dans certaines entreprises comme Renault, cette somme ne permet même pas à la force de travail de se reconstituer, et les minima pratiqués sont naturellement plus élevés... C'est ainsi que le mot d'ordre avancé chez Renault par la C.G.T. est de 1.500 francs minimum. En somme, luttons pour la pleine application des lois du Capital !

Les communistes dignes de ce nom, eux, s'assignent pour tâche de forger et de renforcer, au travers des luttes revendicatives, l'unité du prolétariat, dirigeant leurs efforts vers la destruction de la société bourgeoise. De ce fait, ils sont seuls capables de défendre efficacement les intérêts immédiats des ouvriers. Car si le salaire (la force de travail subsistant la même loi que toutes mar-

chandises), se trouve en dernier lieu fixé par le jeu de l'offre et de la demande, seul un mouvement capable de briser la concurrence que les ouvriers se font entre eux, peut les placer dans la position de force leur permettant d'obtenir des avantages substantiels.

Romp le lien entre les luttes immédiates et le but final, voilà ce qui caractérise l'opportunisme de toutes les époques. Abdiquer les objectifs révolutionnaires sous le prétexte d'obtenir des avantages partiels et dans le même temps renoncer à défendre les intérêts économiques des ouvriers en alléguant qu'ils ne peuvent être réalisés que par l'émancipation des travailleurs, voilà l'œuvre du plus vil opportunisme de l'histoire, l'opportunisme des P.C. d'aujourd'hui.

Le minage de Haïphong vu par deux grands prêtres "socialistes"

Pour le gouvernement russe, « les mesures décidées par les Etats-Unis constituent la plus flagrante violation du principe de la liberté de navigation, bien que la signature des Etats-Unis figure sous les conventions de Genève de 1958 » (*Le Monde* du 13 mai 1972).

Pour le gouvernement chinois, elles constituent « une atteinte sérieuse à la souveraineté de la R.D.V., à la liberté de la navigation et du commerce international » ! (*Le Monde* du 11 mai 1972).

Le dieu du commerce et le dieu de la guerre sont tous deux fils du maître de l'univers : le Capital. Et s'ils se chamaillent et se font des chinoïseries, ils n'en sont pas moins du même sang. Le prolétariat ne pourra en finir avec l'un sans en finir avec toute cette Sainte Trinité, ses prêtres et ses adorateurs.

Considérations non-situationnistes

(Suite de la 1^{re} page)

reçoit la garantie d'un bon fonctionnement de son système économique, co-social.

Voilà pourquoi, Lopez Rodó, Commissaire au III^e Plan de développement, et personnage couvert de multiples autres titres, a déclaré : « Il est nécessaire de comprendre que dans une communauté internationale, dont les dimensions sont soumises au progrès technique, un pays ne peut se permettre le luxe de rester isolé en tournant le dos aux autres : une des finalités essentielles du plan est de parvenir à réaliser les conditions indispensables pour l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun ».

Marché Commun ou pas, les « plans de développement » espagnols restent quelque peu... don-qui-chottesques, ne serait-ce qu'à cause des difficultés créées à l'économie nationale par la crise du dollar, dont le contrecoup a été évidemment plus dur pour le loqueteux capitalisme ibérique que pour les autres pays européens sur lesquels les U.S.A. l'ont répercuté. Il ne semble donc pas que la bourgeoisie espagnole puisse normaliser rapidement la situation en brianant le mouvement ouvrier, bien qu'il soit évident que tôt ou tard elle devra donner un tour de vis.

Privé de direction révolutionnaire, le prolétariat espagnol, est actuellement incapable de répondre à la crudescence de la répression par une offensive dirigée contre le pouvoir capitaliste. Chose plus grave encore, les opportunistes se préparent à le faire dévier de ses objectifs au cours des affrontements plus durs de demain. Ils se préparent à le détourner de la défense même de ses intérêts de classe jusque-là poursuivie instinctivement sur le plan immédiat, et à le conduire à travailler « pour le roi de Prusse », c'est-à-dire pour la préservation du capital national de l'écroulement qui le guette et qui est favorisé au niveau politique par le vieillissement et la fatigue de l'appareil franquiste.

Comme l'a dit Santiago Carrillo, à qui personne ne peut nier le mérite de la sincérité, puisqu'il désavoue le communisme et par conséquent la défense des intérêts propres des travailleurs pour les années 70 comme pour les années 30, au cas où le régime pousserait les ouvriers sur les barricades, eh bien ils s'y rendraient... sous les plis du drapeau tricolore de la république démocratique ! Le stalinisme suivi par toutes les autres forces dites ouvrières (jusqu'aux trotskystes de « Bandera Roja » qui revendiquent

la « république populaire » (1)... pour l'avenir et, pour aujourd'hui, « un programme minimum qui consolide le rapport de forces entre toutes les composantes favorables à un changement politique au sens démocratique ») prépare par conséquent la répétition de l'étouffement du grand mouvement subversif de 1934 aux Asturies et de la tardive, mais héroïque révolte de 1937 à Barcelone ; il n'en fait d'ailleurs pas mystère, se préparant à transformer en résistance et en mouvement populaire anti-fasciste l'élan puissant des masses prolétariennes.

On peut ajouter, entre parenthèses, que là où l'opportunité se présentera, il suffira au front national bourgeois-opportuniste de former — au besoin à Paris ou à Londres, mais ce serait facile même « in patria » — un « légitime front démocratique » avec le soutien ouvert ou dissimulé du grand capital (comme en Italie, comme en France avec le gouvernement algérien) et la tragédie de 1936-39 se répètera, telle qu'elle avait été annoncée dans la XXXIX^e thèse de Rome du Parti Communiste d'Italie (mars 1922) :

« Il peut aussi se produire que le gouvernement et les partis de gauche qui le composent invitent le prolétariat à participer à la résistance armée contre l'attaque de la droite.

Cet appel ne peut que cacher un piège. Le Parti Communiste l'accueillera en proclamant que l'armement des prolétaires signifie l'avènement du pouvoir et de l'Etat prolétariens ainsi que la destruction de la bureaucratie étatique et de l'armée traditionnelle, puisque jamais celles-ci n'obéiraient aux ordres d'un gouvernement de gauche légalement instauré, dès le moment où il appellerait le peuple à la lutte armée, et que seule la dictature du prolétariat pourrait donc remporter une victoire stable sur les bandes contre-révolutionnaires. En conséquence, le Parti Communiste ne pratiquera ni ne proclamera le moindre « loyalisme » à l'égard du gouvernement libéral menacé. Il montrera au contraire aux masses, le danger de consolider son pouvoir en lui apportant le soutien du prolétariat contre le soulèvement de la droite ou la tentative de coup d'Etat, c'est-à-dire de consolider l'organisme appelé à s'opposer à l'avance révolutionnaire du prolétariat au moment où celle-ci s'imposera comme la seule issue, en laissant le contrôle de l'armée aux partis gouvernementaux, c'est-à-dire en déposant les armes avant de les avoir employées au renversement de toutes les formes politiques du moment gouvernementales ou non... ».

Non seulement, aujourd'hui l'op-

portunisme prècherait, et imposerait avec des méthodes de gangsters, le loyalisme envers un gouvernement démocrate bourgeois existant, mais il demanderait que le prolétariat l'installe et s'y soumette ; comme déjà chez Turati et Kautsky, une telle position revient à n'admettre l'emploi de la violence armée prolétarienne que pour défendre (comme en 1936-39) ou rétablir la démocratie, c'est-à-dire, pour résoudre la crise bourgeoise. Dans ce but, oubliant les éléments pacifistes, elle réhabilite les barricades (tactique typiquement « passive », comme le reconnaissait Engels, de la révolution populaire et démocratique) qu'elle rapproche aux « barricadiers extrémistes style XIX^e siècle » défenseurs de l'archi « dépassée » révolution prolétarienne violente.

Pas plus que le prolétariat mondial, le prolétariat espagnol n'est condamné à se sacrifier une enième fois, en faveur de son mortel ennemi, et de renforcer encore ses chaînes en les lubrifiant avec son propre sang ; il pourra l'éviter dans la mesure où les conflits sociaux dont nous voyons les débuts détermineront une avant-garde décidée à rompre avec la racaille opportuniste, rupture de fait susceptible de devenir conscience de classe d'une minorité avancée. Sans cette rupture, et cette jonction des éléments les plus combatifs et clairvoyants de la classe ouvrière avec le programme communiste, l'héroïsme dont, comme il l'a démontré dans les luttes passées et comme il le démontre maintenant en plein triomphe contre-révolutionnaire, le prolétariat espagnol fera preuve dans l'avenir, ne sera qu'une nouvelle et épuisante effusion de sang. Si elle se réalise, cette rupture représentera au contraire une condition certes non suffisante, mais indispensable de la victoire révolutionnaire, un élément nécessaire pour la reconstitution de l'armée internationale du prolétariat.

Dirigée par l'état-major marxiste, celle-ci connaîtra certes encore des temps d'arrêt, des retraites stratégiques, des batailles perdues, mais elle saura sortir des défaites plus trempées que jamais, renforcée et plus unie. Mais pour cela, il faut que dans la retraite et les différentes phases de réorganisation, il n'oublie à aucun moment, ou ne mette en doute son objectif final : l'anéantissement total de son ennemi, de toutes ses positions, de tous ses alliés et de toute sa machine de guerre.

La perspective est ardue et lointaine, mais c'est la seule, celle de toujours, aussi bien pour le prolétariat d'Espagne que pour celui du monde.

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur notre changement d'adresse. Celle-ci est désormais :

" LE PROLETAIRE "
B. P. 266
13211 - MARSEILLE CEDEX 1

VIENT DE PARAITRE

PROGRAMME COMMUNISTE

N° 55

AU SOMMAIRE

- ◆ Pour mettre les points sur les i.
- ◆ Marxisme et classes moyennes.
- ◆ M. Althusser ou les limites de l'entendement petit-bourgeois.
- ◆ En mémoire d'Amadeo Bordiga : V. — Défense du Parti et de la révolution d'octobre.
- ◆ A propos du cinquantenaire des scissions de Tours et de Livourne.

Le numéro : 7 F — Commandes au " prolétaire "